



COMMISSION DE LA FORMATION ET DE LA VIE UNIVERSITAIRE

Séance du 20 mars 2018

DELIBERATION

N° CFVU 27-SFP-002

RESULTAT DU VOTE
 Nombre de votants : 30
 Voix favorables : 30

***relative au régime des études et contrôle des connaissances du Master 1^{ère} année
 domaine Droit, Economie, Gestion, mention Droit des affaires,
 parcours type Juriste d'entreprise
 Année universitaire 2018/2019***

- Vu le code de l'éducation, et notamment :
 - L'article L612-6 relatif à l'accès aux formations du deuxième cycle conduisant au diplôme national de master,
 - Les articles L613-3 à L613-6 relatifs à la validation des acquis de l'expérience pour la délivrance des diplômes,
 - son article L.712-6-1 relatif aux compétences de la CFVU,
 - les articles D123-12 à D123-14 relatifs à la construction de l'Espace européen de l'enseignement supérieur,
 - les articles D613-1 à D613-13 relatifs aux grades, titres et diplômes,
 - les articles D613-17 à D613-25 relatifs aux diplômes en partenariat international,
 - les articles D613-26 à D613-30 relatifs aux étudiants handicapés,
 - les articles R613-32 à R613-37 relatifs à la validation des études supérieures antérieures et validation des acquis de l'expérience,
 - les articles D613-38 à D613-50 relatifs à la validation des études, expériences professionnelles ou acquis personnels pour l'accès aux différents niveaux de l'enseignement supérieur,
- Vu l'arrêté du 25 avril 2002 relatif au diplôme de master,
- Vu l'arrêté du 22 janvier 2014 fixant le cadre national des formations conduisant à la délivrance des diplômes nationaux de licence, de licence professionnelle et de master,
- Vu l'arrêté d'accréditation du 23 mai 2016 autorisant l'Université à délivrer le diplôme de Master [Droit, Economie, Gestion], mention Droit des affaires,
- Vu la décision du CA du 23 novembre 2004 relative au statut de l'élève étudiant,
- Vu la charte des examens en vigueur,
- Vu les avis du conseil de la Faculté de Droit et Science Politique en date du 13 février 2018,

La commission de la formation et de la vie universitaire, après en avoir délibéré, décide :

Les règles relatives au régime des études et contrôle des connaissances du Master 1^{ère} année domaine Droit, Economie, Gestion, mention Droit des affaires, parcours type Juriste d'entreprise sont fixées comme suit,

TITRE I - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 1. Objectifs de la formation

1.1 - Le Master Droit, Économie, Gestion, mention Droit des affaires parcours type Juriste d'entreprise est une formation universitaire permettant aux étudiants d'acquérir des connaissances et des compétences dans la gestion juridique de l'entreprise et de son activité.

ARTICLE 2. Conditions d'accès

2.1 - Ont vocation à intégrer le Master 1 de droit mention droit des affaires parcours type juriste d'entreprise les étudiants titulaires de la Licence de droit ou d'un diplôme jugé équivalent. Le caractère professionnalisant de la formation nécessite en prérequis la validation d'au moins 2 UE spécifiques au droit de l'entreprise et au moins une première expérience professionnelle d'assistant juriste en entreprise.

ARTICLE 3. Autres possibilités d'accès

3.1 - Les étudiants qui n'ont pas un accès de plein droit à cette formation peuvent être autorisés par le Président de l'Université sur avis d'une commission, à s'inscrire après validation des études, expériences professionnelles ou acquis personnels.

3.2 - Ce diplôme est également ouvert aux personnes ayant bénéficié soit d'une validation partielle des acquis de l'expérience, soit d'une validation des études supérieures accomplies en France ou à l'étranger, soit d'une validation des études, des expériences professionnelles ou des acquis personnels dans le domaine.

ARTICLE 4. Redoublement

4.1 - Le redoublement n'est pas autorisé, sauf dérogation accordée par le jury d'examen.

ARTICLE 5. Mobilité internationale

5.1 - Les dispositions favorisant la mobilité internationale des étudiants sont applicables aux étudiants de la 1^{ère} année de master Droit, Économie, Gestion, mention Droit des affaires, parcours Juriste d'entreprise, selon la procédure prévue par l'arrêté du Président de l'Université Toulouse 1 Capitole en date du 10 octobre 2011 relatif à la mobilité internationale.

TITRE II - ENSEIGNEMENTS

ARTICLE 6. Organisation de la formation

6.1 - Le master 1^{ère} année Droit, Économie, Gestion, mention Droit des affaires, parcours type Juriste d'entreprise, est organisé sur deux semestres. Cette année est composée d'unités d'enseignement (UE) donnant droit à des crédits (ECTS). Le premier semestre comprend quatre unités d'enseignement, le second semestre, cinq unités d'enseignement, totalisant respectivement 30 et 30 crédits. Le contenu des UE et les modalités de contrôle des connaissances sont explicités en annexe du présent document.

ARTICLE 7. Modalités de constitution des groupes de cours magistraux (CM)

7.1 - L'enseignement comprend des cours magistraux (CM) et des travaux dirigés (TD). Il est constitué d'un seul groupe de CM et de TD.

ARTICLE 8. Obligation d'assiduité en travaux dirigés (TD)

8.1 - L'assiduité est obligatoire et est contrôlée par l'enseignant chargé de TD.

Après trois absences non justifiées en TD, l'étudiant se voit attribuer la note de zéro.

Les justificatifs d'absence doivent parvenir à l'enseignant en charge du TD lors de la séance qui suit l'absence.

La présence en travaux dirigés de langue vivante est obligatoire selon les mêmes modalités que les travaux dirigés classiques.

ARTICLE 9. Module vie professionnelle et stage

9.1 - Au cours de l'année universitaire, l'étudiant doit effectuer un stage d'une durée minimale de trois mois en milieu professionnel et dont la finalité est la mise en application pratique des enseignements reçus à l'université.

Le projet de stage doit obtenir l'accord du responsable pédagogique du Master 1. Ce stage donne lieu à la rédaction d'un rapport de stage dont la note obtenue (UE9) est prise en compte pour l'admission au diplôme.

Par dérogation exceptionnelle, souverainement appréciée par le responsable pédagogique de la formation, l'étudiant se trouvant dans l'impossibilité d'effectuer un stage pourra être autorisé à rédiger un mémoire dont le sujet sera déterminé par le responsable de la formation.

9.2 - La mise en œuvre du module vie professionnelle est confiée au SUIO-IP et se compose de temps d'information et d'accompagnement. Ce module permet également de valoriser l'engagement étudiant. L'objectif étant de faciliter l'insertion professionnelle.

Les modalités d'organisation de ce module sont détaillées en annexe.

Ainsi, à l'issue du semestre 2, chaque étudiant ayant suivi l'ensemble du programme pourra se voir attribuer au semestre 2 des points de bonification.

TITRE III - MODALITÉS DE CONTRÔLE DES CONNAISSANCES

ARTICLE 10. Organisation des examens

10.1 - Il existe une session d'examen et une session de rattrapage pour le semestre 1 et le semestre 2 à l'exception de l'UE9 (stage) et dont les dates sont arrêtées en début d'année par l'établissement. Aucun examen ne peut avoir lieu en dehors des dates définies pour l'organisation de ces sessions.

ARTICLE 11. Modalités d'organisation de la première session

11.1 - Les aptitudes et l'acquisition des connaissances sont évaluées :

Par un examen terminal à la fin de chaque semestre ou par un contrôle continu pour les UE3 et UE8 selon les modalités décrites en annexe du présent document.

► Contrôle continu :

Lorsqu'il est prévu, le contrôle continu s'effectue lors des séances de cours ou de travaux dirigés.

La note attribuée dans le cadre du contrôle continu résulte notamment d'une ou plusieurs épreuves pouvant être réalisées sous forme d'écrits, d'oraux, de projets ou de travaux de groupe. Les notes de travaux dirigés sont attribuées sous la responsabilité de l'enseignant titulaire du cours magistral.

Dans l'hypothèse où l'étudiant n'aurait pas pu être présent à l'une des épreuves de contrôle continu, s'il n'y en a qu'une, ou à toutes les épreuves de contrôle continu s'il y en a plusieurs, il sera déclaré absent. Dans ce cas, il sollicitera par écrit le service de la scolarité au plus tard dans les 10 jours calendaires suivant la fin des épreuves du semestre concerné, en joignant les justificatifs d'absence, afin de demander au Président du jury d'examen à bénéficier d'une possibilité de rattrapage. Cette dernière prendra la forme, dans le calendrier de la session de rattrapage, d'une interrogation orale avec l'enseignement de la matière soumise à contrôle continu.

► **Examen terminal :**

L'examen de chaque semestre comporte soit une épreuve écrite, soit une épreuve orale, selon les matières.

Toute absence injustifiée à l'examen terminal est sanctionnée par la note 0. Dans ce cas, l'étudiant est considéré comme défaillant.

Les justificatifs d'absence à une épreuve terminale doivent parvenir à la scolarité dans les 10 jours calendaires qui suivent la fin de la session d'examen.

ARTICLE 12. Modalités d'organisation de la session de rattrapage

12.1 - Il est organisé une session de rattrapage donnant aux étudiants la possibilité de valider les unités d'enseignement qui leur ont fait défaut sur les deux semestres à l'exception de l'UE9. Les matières évaluées par contrôle continu (voir annexe) ne donnent pas lieu à une seconde session.

12.2 - La session de rattrapage est organisée sous forme d'épreuves orales. L'étudiant ajourné à la session 1 conservera pour la session de rattrapage uniquement, pour les UE non validées du semestre 1, les notes des épreuves où il a obtenu une note égale ou supérieure à la moyenne ainsi que la note obtenue lors de l'évaluation par contrôle continu.

ARTICLE 13. Bonifications

13.1 - Les enseignements donnant lieu à bonification semestrielle sont listés en annexe du présent arrêté.

Pour chaque semestre, l'ensemble des bonifications dont bénéficie l'étudiant est plafonné à 3,33% du total des points du semestre.

Les notes obtenues dans chacun des enseignements participant à la bonification sont notées sur 20. Seuls les points supérieurs à 10 de chacune des notes sont pris en compte et cumulés, sans que la note finale de bonification puisse excéder 20/20.

13.2 - Les modalités d'évaluation des enseignements donnant lieu à bonification semestrielle sont communiquées par le service ou par l'enseignant en charge de leur organisation.

13.3 - La bonification est valable au titre de l'année universitaire en cours

TITRE IV - VALIDATION ET ADMISSION

ARTICLE 14. Condition de validation des unités et des semestres

14.1 - Les unités d'enseignement sont validées isolément ou par compensation.

► **Isolément :**

Une unité est définitivement acquise et capitalisable dès lors que l'étudiant y a obtenu la moyenne

► **Par compensation :**

Le semestre est validé sur la base de la moyenne générale des notes obtenues à l'ensemble des unités qui le composent plus le cas échéant des bonifications dues aux matières facultatives, soit un total de points de 300 points et une note supérieure à 0 à chacune des épreuves de l'examen terminal pour le premier semestre, soit un total de points de 300 points et une note supérieure ou égale à 10 sur 20 à l'UE 9 pour le second semestre; dans ce cas les unités où le candidat n'a pas obtenu la moyenne sont validées par compensation et les ECTS correspondant à l'unité sont acquis.

14.2 - Les semestres sont validés isolément sans compensation.

► **Isolément :**

Le semestre est validé sur la base de la moyenne générale des notes obtenues à l'ensemble des unités qui le composent plus le cas échéant des bonifications dues aux matières facultatives, soit un total de points de 300 points et une note supérieure à 0 à chacune des épreuves de l'examen terminal pour le premier semestre, soit un total de points de 300 points et une note supérieure ou égale à 10 sur 20 à l'UE 9 pour le second semestre. La validation des semestres 1 et 2 emporte respectivement l'acquisition de 30 et 30 crédits européens correspondants (ECTS).

Tout candidat déclaré défaillant ne peut bénéficier du dispositif de compensation pour l'obtention du semestre ou de l'année.

ARTICLE 15. Conditions d'attribution d'une mention

15.1 - L'obtention du semestre donne lieu à l'une des mentions suivantes :

- PASSABLE : Quand la note moyenne est comprise entre 10 et 11,99
- ASSEZ BIEN : Quand la note moyenne est comprise entre 12 et 13,99
- BIEN : Quand la note moyenne est comprise entre 14 et 15,99
- TRES BIEN : Quand la note moyenne est au moins égale à 16

ARTICLE 16. Délivrance du diplôme

16.1 - Dans la mesure où les deux semestres ont été validés, l'obtention du diplôme de master 1 (maîtrise) donne lieu aux mentions suivantes :

- PASSABLE : Quand la note moyenne est comprise entre 10 et 11,99
- ASSEZ BIEN : Quand la note moyenne est comprise entre 12 et 13,99

- BIEN : Quand la note moyenne est comprise entre 14 et 15,99
- TRES BIEN : Quand la note moyenne est au moins égale à 16

Toulouse, le 23 août 2018,

Corinne MASCALA

Présidente de la Commission de la Formation et de la Vie
Universitaire



PJ : annexes.

Annexe 1 Master 1 mention Droit des affaires, parcours-type Juriste d'entreprise, année 2018-2019

| Semestre 1 | Enseignements | Statut | Crédits | Heures CM | Heures TD | Modalités d'évaluation Session 1 | Modalités d'évaluation Session 2 | Points CM | Total Points Enseignement |
|------------------|------------------------------|-------------|---------|--------------|--------------|-------------------------------------|--|---------------------------------------|------------------------------|
| UE1 | Contrats d'affaires 1 | Obligatoire | 7 | 24 | | Epreuve écrite 3h | Epreuve orale | 140 | 140 |
| | Contrats d'affaires 2 | Obligatoire | | 24 | | | | | |
| UE2 | Droit de l'environnement | Obligatoire | 3 | 18 | | Epreuve orale | Epreuve orale | 60 | 120 |
| | Droit de la régulation | Obligatoire | 3 | 15 | | Epreuve écrite 1 h 30 | Epreuve orale | 60 | |
| | Droit public des affaires | Obligatoire | | 9 | | | | | |
| UE3 | Gestion de projet | Obligatoire | 3 | 15 | | Contrôle continu | | 60 | 120 |
| | Informatique | Obligatoire | 3 | 18 | | Contrôle continu | | 60 | |
| UE4 | Analyse financière | Obligatoire | 2,5 | 12 | 18 | Epreuve écrite 1 h 30 | Epreuve orale | 50 | 220 |
| | Gestion financière | Obligatoire | 2,5 | 15 | | Epreuve écrite 1 h 30 | Epreuve orale | 50 | |
| | Fiscalité des structures | Obligatoire | 2,5 | 15 | 9 | Epreuve écrite 1 h 30 | Epreuve orale | 50 | |
| | Contrôle fiscal | Obligatoire | 1 | 9 | | Epreuve écrite 1 h 30 | Epreuve orale | 20 | |
| | Transmission de l'entreprise | Obligatoire | 2,5 | 15 | 18 | Epreuve écrite 1 h 30 | Epreuve orale | 50 | |
| Bonification | | Facultatif | | | | | | 3.33% du total des points du semestre | |
| TOTAL Semestre 1 | | | 30 | 189 | 45 | | | | 600 |

Annexe 1 Master 1 mention Droit des affaires, parcours-type Juriste d'entreprise, année 2018-2019

| Semestre 2 | Enseignements | Statut | Crédits | Heures CM | Heures TD | Modalités d'évaluation | Modalités d'évaluation Session 2 | Points CM | Total Points Enseignement |
|-------------------------|------------------------------------|-------------|-----------|--------------|--------------|------------------------|--|---------------------------------------|------------------------------|
| UE5 | Pénal des affaires | Obligatoire | 3 | 18 | | Epreuve écrite 1 h 30 | Epreuve orale | 60 | 200 |
| | Contentieux de l'entreprise | Obligatoire | 3 | 18 | | Epreuve orale | Epreuve orale | 60 | |
| | Patrimoine intellectuel 1 | Obligatoire | 2 | 9 | | Epreuve orale | Epreuve orale | 40 | |
| | Patrimoine intellectuel 2 | Obligatoire | 2 | 18 | | Epreuve orale | Epreuve orale | 40 | |
| UE 6 | Droit de la défaillance économique | Obligatoire | 4 | 27 | 15 | Epreuve écrite 3 h | Epreuve orale | 80 | 120 |
| | Droit international privé | Obligatoire | 2 | 18 | 15 | Epreuve écrite 2 h | Epreuve orale | 40 | |
| UE 7 | Droit de la concurrence | Obligatoire | 2 | 21 | | Epreuve écrite 2 h | Epreuve orale | 40 | 80 |
| | Droit de la consommation | Obligatoire | 2 | 18 | | Epreuve écrite 1 h 30 | Epreuve orale | 40 | |
| UE 8 | Techniques de communication | Obligatoire | 1 | 18 | | Contrôle continu | | 20 | |
| | LV Anglais | Obligatoire | 2 | | 40 | Contrôle continu | | 40 | 60 |
| UE 9 | Stage | Obligatoire | 7 | | | | | 140 | 140 |
| Bonification | | Facultatif | | | | | | 3.33% du total des points du semestre | |
| TOTAL semestre 2 | | | 30 | 165 | 70 | | | 600 | 600 |
| TOTAL Année | | | 60 | 354 | 115 | | | 1200 | 1200 |



Annexe : Activités facultatives donnant lieu à bonification

- Éducation physique et sportive
- Participation à l'orchestre de l'Université
- Participation à l'un des concours de la liste ci-dessous
- Module vie professionnelle



| |
|---|
| Liste des concours soumis à bonification |
|---|

Les étudiants participant aux concours ci-dessous peuvent obtenir une bonification dès lors qu'ils ont été sélectionnés par une instance organisatrice du concours auquel ils participent :

- 1) Concours interaméricain des droits de l'homme
- 2) Concours Charles Rousseau
- 3) JESSUP
- 4) Concours René Cassin
- 5) Concours de plaidoirie Willem
- 6) Concours de plaidoirie en propriété intellectuelle CN2PI
- 7) Concours Georges Vedel
- 8) 24h du droit de la santé
- 9) Prix Jean-Louis Magnan (ARNU)
- 10) Concours d'arbitrage de ScPo Paris
- 11) Concours Claude Lombois droit international
- 12) Concours droit Pictet Croix Rouge Française
- 13) Concours international d'Arbitrage Francophone de Montpellier
- 14) Concours de la SACEM (droit d'auteur)
- 15) Prix du meilleur jeune auteur en droit du travail
- 16) Trophée du meilleur jeune juriste de droit du travail
- 17) Concours du CNEPN (droit notarial)
- 18) Trophée du meilleur jeune fiscaliste (Ernst & Young)
- 19) European Human Rights Moot Court Competition
- 20) Frankfurt Investment Arbitration Court Moot
- 21) Concours Lysias
- 22) Concours national d'éloquence
- 23) Paris International Model United Nations (PIMUN)
- 24) Digital Law Moot Court Competition
- 25) As de la plaidoirie (seulement à partir de la demi-finale)
- 26) Prix juridique Internet et media



ANNEXE AUX ARRETES DE MODALITES DE CONTROLE DE CONNAISSANCE DE MASTER 1

MODULE VIE PROFESSIONNELLE

La mise en œuvre du module Vie Professionnelle est confiée au SUIO-IP et se compose de temps d'information et d'accompagnement.

L'objectif étant de faciliter l'insertion professionnelle des étudiants et de valoriser l'engagement étudiant.

Pour prétendre aux points de bonification en Master 1, l'étudiant doit valider ce module dans les conditions indiquées ci-dessous :

« Engagement social et citoyen »:

- Avoir assisté à la réunion de présentation du module ;
- **ET** s'être engagé auprès d'une association labellisée UT1 ou à caractère strictement social et citoyen (le SUIO-IP valide le respect de ce critère)
- **ET** avoir participé à au moins deux ateliers du SUIO-IP (l'atelier « Valoriser mon engagement associatif » au second semestre est obligatoire)
- **Dossier à rendre** : une restitution écrite sous la forme d'une fiche analytique « Mon engagement » sur la plateforme PEC.

Pour valider ce module, les étudiants doivent obligatoirement s'inscrire en ligne au cours du 1^{er} semestre de l'année universitaire selon le calendrier établi par le SUIO-IP.

Ils ont donc jusqu'à la fin du M1 pour réaliser l'ensemble de l'une ou l'autre des modalités.

La liste des ateliers/ Mini-conférence/Forums/... proposés est disponible dans la rubrique Orientation/Insertion sur l'intranet de l'université.